



Union
syndicale
Solidaires

Communiqué de presse

Paris, le 9 janvier 2023

Soutien à la mobilisation des enseignant·e·s en Hongrie

Depuis plusieurs mois, des enseignants-es hongrois.es se mobilisent avec le soutien d'une grande partie de la population, face au gouvernement d'extrême droite de Viktor Orbán.

Le droit de grève est bafoué : depuis février 2022, un·e enseignant·e en grève est tenu·e d'assurer quand même une demi-journée de cours et toute la journée s'il ou elle enseigne pour une classe à examen. Certain·es, qui ont décidé de passer outre, ont été licencié·es : 5 début octobre, puis 18 collègues des lycées de Budapest qui faisaient partie des plus contestataires contre cette nouvelle donne. Cela a entraîné une vague de soutien massif dans la population et parmi les lycéen·nes, dès octobre avec 35 000 manifestant·es. Parents et étudiant·es soutiennent également massivement.

Depuis 2014, le salaire est figé et décroche face à l'inflation. Le salaire moyen des enseignant·e·s est estimé à 600 €. Les jeunes professeur·es commencent à moins de 500 €, soit 40% sous le salaire minimum des diplômé·es. A ces conditions, l'éducation n'attire plus et nombre d'enseignant·e·s ne sont plus remplacé·e·s. Les enseignant·e·s, faute de remplacements, doivent prendre des heures en plus pour atteindre 22 à 26 heures de cours hebdomadaires.

La Hongrie consacre aujourd'hui moins de 4% de son PIB à l'éducation. Le régime de Viktor Orbán sait qu'une majorité des enseignant·e·s ne lui est pas favorable : il préfère compter sur les départs à la retraite qui s'annoncent nombreux. Ainsi il pourra les remplacer par des personnels plus jeunes et moins revendicatif car n'ayant connu que ce régime. Les bâtiments ne sont plus entretenus. Les personnels doivent apporter leur propre matériel pour faire cours. Voilà la réponse apportée par l'Extrême Droite à celles et ceux qui se mobilisent pour de meilleures conditions de travail.

La pression idéologique est forte sur les programmes d'histoire qui sont instrumentalisés par le régime. Mais aussi sur les programmes de hongrois. Depuis l'arrivée de Viktor Orbán en 2010, l'Éducation ne dispose plus de son propre ministère. Elle dépend aujourd'hui du ministère... de l'intérieur. Les établissements subissent les conséquences d'une organisation verticale. Une partie des établissements a quitté le public pour dépendre désormais du privé aux mains des Églises.

Voici la politique d'une extrême droite au pouvoir. Voici la politique d'un allié de Marine Le Pen, qu'elle prend souvent pour modèle.

Les personnels ont obtenu une augmentation de près de 10%, mais c'est loin des revendications pour faire face à l'inflation. La mobilisation se poursuit donc en janvier, alors que le gouvernement a rompu unilatéralement les négociations. Parents, lycéen·nes, étudiant·es et y compris de l'enseignement privé ont rejoint la mobilisation.

SUD éducation soutient le mouvement en cours dans l'éducation en Hongrie, et dénonce la répression et le jusqu'au-boutisme du gouvernement d'extrême-droite au pouvoir en Hongrie.

Fédération SUD Éducation

31 rue de la Grange aux Belles,
75010 Paris

01 58 39 30 12

fede@sudeducation.org

www.sudeducation.org

